



**PRÉFET DE LA SAVOIE**

5/6/19

Direction départementale  
de la cohésion sociale  
et de la protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées  
pour la protection de l'environnement

**ARRÊTE PRÉFECTORAL  
portant mise en demeure**

**Société AXIA  
Commune d'ESSERTS BLAY**

**LE PRÉFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles, L. 171-7, R 543-162 et R 543-164 ;

VU l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif à la délivrance des agréments des exploitants des centres VHU ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 portant autorisation d'exploiter par la société AXIA POUGET un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'un centre de tri de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de La Bathie et d'Esserts Blay ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2013 portant agrément du centre VHU exploité par la société AXIA POUGET sur son site implanté route de l'Industrie à Esserts Blay et son cahier des charges annexé ;

VU l'arrêté préfectoral du 01 octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

VU le dossier de demande de renouvellement d'agrément pour son centre VHU déposé le 07 mars 2019 ;

VU le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées du 26 avril 2019 faisant suite à une visite d'inspection du 21 mars 2019 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 29 avril 2019 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'agrément du centre VHU délivré le 14 janvier 2013 est échu depuis le 12 décembre 2018 ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite d'inspection du 21 mars 2019 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non respect d'une partie des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité et notamment sur les points suivants :

- l'exploitant continuait à accueillir des VHU en l'absence d'agrément en cours de validité ;
- les moyens techniques décrits dans le dossier de renouvellement d'agrément n'étaient pas tous physiquement présents sur le site ;
- le rapport annuel de vérification de la conformité des installations daté du 27/02/18, joint au dossier de demande de renouvellement déposé le 7 mars 2019 fait état de 12 non conformités ;
- la copie de ce rapport était par ailleurs incomplète ;
- l'exploitant était dans l'impossibilité de justifier de la quantité de fluides extraits des VHU lors des opérations de dépollution.

**CONSIDERANT** que le dossier de renouvellement déposé le 07 mars 2019 n'est donc pas recevable ;

**CONSIDERANT** que l'absence des moyens techniques, tels que décrits dans le dossier de renouvellement, est de nature à diminuer l'efficacité de la prise en charge des VHU sur le site ;

**CONSIDERANT** que le non respect des obligations réglementaires précitées est susceptible de nuire à la protection de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La Société AXIA POUGET représentée par son président Richard TUMBACH, dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé à la même adresse est mise en demeure, sous un mois, de régulariser sa situation administrative :

- en déposant un nouveau dossier de renouvellement d'agrément complet qui devra notamment contenir :

- la justification de la mise en place des moyens techniques décrits dans le dossier ;
- un nouveau rapport de vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'agrément par un organisme accrédité complet et exempt de toute non-conformité ;
- la justification de la mise en place d'une comptabilité précise des fluides et des déchets issus de la dépollution.

ou

- en cessant définitivement la prise en charge de VHU.

### **Article 2**

L'entrée de VHU sur le site est immédiatement suspendue jusqu'à l'obtention d'un nouvel agrément.

### **Article 3**

Les délais fixés à l'article 1 du présent arrêté courent à compter de la date de notification à l'exploitant.

### **Article 4 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

### **Article 5 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai, prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 5 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 6 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire d'Essert-Blay.

Chambéry, le **05 JUIN 2019**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pierre MOLAGIER

